



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne
n°32 – juillet 2019

**Glotopolítica - Langage et luttes sociales
dans l'espace hispano-lusophone** [édition
bilingue : *Lenguaje y luchas sociales en el
espacio hispano-lusófono*]

Numéro dirigé par Elvira Arnoux, José del
Valle, Alexandre Duchêne

SOMMAIRE - ÍNDICE

- Elvira Arnoux, José del Valle, Alexandre Duchêne : *Glottopolitique – glotopolítica : circulation, appropriation et expansion d'une lecture sociale du langage*
- Elvira Arnoux : *La Glottopolitique : les transformations d'un champ disciplinaire* (1^{re} édition 2000), traduit de l'espagnol par Isabelle Laroche.
- José del Valle : *La perspective glottopolitique et la normativité* (1^{re} édition, 2017), traduit de l'espagnol par Caroline Dubois.
- Louis Guespin & Jean-Baptiste Marcellesi : *Hacia la glotopolítica* (1^{ra} edición : 1986), traducido del francés por José del Valle.
- Pablo Albertoni : *Reivindicaciones glotopolíticas en espacios de tensión: la frontera uruguayo-brasileña*. Traduction en français par Iván Jiménez : *Revendications glottopolitiques dans des espaces de tension : la frontière uruguayo-brésilienne*.
- Diego Bentivegna : *Poliglofías americanas. Fantasmagorías glotopolíticas en Ricardo Rojas y Roberto Lehmann-Nitsche*. Traduction en français par Clara Mortamet : *Polyglophies américaines. Fantasmagories glottopolitiques chez Ricardo Rojas et Roberto Lehmann-Nitsche*.
- Carolina Chaves O'Flynn : *Lengua, política y moral: Intervenciones glotopolíticas de Félix Restrepo, S. J. durante el siglo XX en Colombia*. Traduction en français par Céline Alcade : *Langue, politique et morale : interventions glottopolitiques de Félix Restrepo, S. J. durant le XX^e siècle*.
- Xoan Carlos Lagares : *Linguistas na berlinda: a polêmica normativa no Brasil*. Traduction en français par Patricia Lambert : *Des linguistes sur la sellette : la querelle normative au Brésil*.
- Daniela Lauria : *La institucionalización de la política lingüística panhispánica hoy. Tensiones por la "Marca España*. Traduction en français par Francesco Screti avec la collaboration d'Isabelle Affolter : *L'institutionnalisation de la politique linguistique panhispanique aujourd'hui. Tensions pour la « Marca España [marque espagne] »*
- Mariela Oroño : *La RAE y los intelectuales americanos de fines del siglo XIX: el caso del uruguayo Juan Zorrilla de San Martín*. Traduction en français par Jean Le Dû : *La Real Academia Española [RAE] et les intellectuels latino-américains de la fin du XIX^e siècle : le cas de l'Uruguayen Juan Zorrilla de San Martín*.

Compte-rendu

- Marisa Cavalli : *La langue et le clocher – Les enseignants de français en Italie et d'italien en France*, de **Merlo, J.-O.**, 2018, Paris, L'Harmattan, 234 p. ISBN : 978-2-343-15815-0

REVENDEICATIONS GLOTTOPOLITIQUES DANS DES ESPACES DE TENSION : LA FRONTIÈRE URUGUAYO-BRESILIENNE

Pablo Albertoni

Universidad de la República, Uruguay

Traduit de l'espagnol par Iván Jiménez

Introduction¹

Le contact entre l'espagnol et le portugais au long de la frontière uruguayo-brésilienne a son origine dans la dispute entre l'Espagne et le Portugal pour le territoire actuellement occupé par l'Uruguay. Au long des siècles, la tension entre les colonisateurs a donné lieu à une tension entre nations, de sorte que le contact des langues est devenu le théâtre de tensions politiques et culturelles qui se manifestent encore de nos jours. Mon but dans cet article est de proposer un regard contemporain sur cette frontière, à partir de deux événements récents : la tentative de promouvoir la variante dialectale du portugais de la frontière (portugol) au titre de patrimoine culturel immatériel, et l'ouverture d'un Pôle linguistique dans un établissement d'enseignement secondaire de la frontière. Je situe ces deux événements dans le contexte de la mondialisation, tout en analysant les rapports qu'ils entretiennent avec les dynamiques glottopolitiques suscitées par ce contexte.

Langage et mondialisation : marchandisation et authenticité

Les processus de mondialisation ont eu des effets dans la régulation des pratiques sociales et culturelles par les États. D'après Appadurai (1996), l'État-nation comme institution politique est en crise, en raison notamment de l'étendue des mouvements migratoires et de la médiatisation des communications : l'accroissement des mouvements de personnes, de capitaux et d'informations menace la souveraineté des États, qui sont maintes fois dans l'impossibilité de garantir les droits de leurs citoyens.

Fairclough (2008) pointe le besoin d'étudier la mondialisation à la lumière de l'impact des processus globaux dans les contextes locaux, c'est-à-dire à partir d'une explication du fait que

¹ Certains contenus de cet article ont été publiés dans : Albertoni, P. (2018) "Autenticidad y patrimonio: el proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial". Dans Acevedo, F. y Nossar, K. (éds.) *Educación y Sociolingüística*. Montevideo : CUR/UDELAR. 179-201.

dans certains lieux spécifiques les groupes réussissent à se défendre des effets homogénéisateurs de la mondialisation, par l'intermédiaire des possibilités offertes par ce même contexte. Fairclough reprend la distinction entre *mondialisation par le haut* et *mondialisation par le bas* proposée par Falk (1999, apud Fairclough, 2008) ; en ce qui concerne la deuxième, il explique que les personnes ne sont pas seulement des sujets passifs attrapés dans des processus à grande échelle, mais qu'elles peuvent aussi se comporter comme des acteurs sociaux capables de créer des stratégies, et de s'approprier les discours de la mondialisation, pour revendiquer des valeurs locales.

Les processus de mondialisation par le bas mettent en jeu la dichotomie centre/périphérie, métaphore spatiale qui désigne la distribution inégalitaire du pouvoir dans les domaines politique, économique et social (Pietikäinen et Kelly-Holmes, 2013). Alors que le centre est associé au progrès, au pouvoir politique et économique, la périphérie est considérée comme un espace marginal, c'est-à-dire situé dans les marges ou en-dehors de la zone centrale. Bien que les espaces périphériques soient habituellement définis comme des récepteurs d'une norme centrale, dans le contexte de la mondialisation, ils peuvent aussi constituer des centres de normativité.

Pietikäinen et Kelly-Holmes expliquent que, en ce qui concerne le langage, la dynamique entre centre et périphérie s'avère éclairante pour comprendre la relation entretenue par les langues dans des milieux multilingues : « regarder le multilinguisme à travers le filtre de la dynamique centre-périphérie contribue à faire ressortir les tensions de l'idéologie langagière qui deviennent manifestes dans les enjeux de construction de frontières langagières, de propriété langagière, de marchandisation et d'authenticité » [“*[v]iewing multilingualism through the lens of centre-periphery dynamics helps to bring forth the language ideological tensions which are evident in issues of language boundary-making, language ownership, commodification, and authenticity*”] (2013 : 2). Plus particulièrement, on peut estimer que le statut périphérique de certains espaces non centraux est en train de subir un processus de marchandisation (*commodification*), en même temps que ces espaces rendent compte de situations complexes dans lesquelles les idéologies monoglossiques cohabitent avec d'autres idéologies qui les rejettent. En ce qui concerne le concept d'*effacement* (*erasure*, Irvine et Gal, 2000) les auteures indiquent que le multilinguisme périphérique apparemment se déplace d'une situation d'invisibilisation à une *exhibition* croissante (*display*). Comme nous le verrons plus loin, dans la frontière uruguayo-brésilienne (qui revendique le mélange de langues ou leur absence), une exhibition croissante du multilinguisme paraît défier son invisibilité historique.

Dans les processus de *marchandisation du langage* (*commodification of language*) on observe le passage d'une conception des langues comme attributs caractéristiques des membres d'un groupe, à une autre conception qui les associe à une habileté technique dont la maîtrise peut être mesurée et évaluée (Heller, 2003). Ces processus se manifestent dans des activités économiques diverses, telles le tourisme, la traduction, la publicité ou l'enseignement des langues (Heller, 2010). Bien que l'émergence de ces activités ne soit pas récente, l'expansion du capital à des nouveaux marchés, en raison notamment des nouveaux moyens de communication (en particulier, dans le secteur tertiaire de l'économie), a positionné le langage et la maîtrise des habiletés communicatives comme prérequis fondamentaux pour intégrer le marché du travail. Comme Heller l'explique, la marchandisation du langage « confronte le monolinguisme et le multilinguisme, la standardisation et la variabilité, le prestige et l'authenticité, dans un marché où les ressources linguistiques ont gagné de la prépondérance et de la valeur » [“*confronts monolingualism with multilingualism, standardization with variability, and prestige with authenticity in a market where linguistic resources have gained salience and value*”] (2010 : 107).

Heller et Duchêne (2012) observent qu'en plus des discours traditionnels de l'État-nation, qui conçoivent les langues comme une ressource politique ou culturelle, un nouveau type de discours a émergé à partir des années 1990, qui fait référence aux langues comme si elles étaient une ressource économique, c'est-à-dire une valeur ajoutée favorable au développement économique des communautés et des personnes qui la possèdent. Les auteurs nomment ce dernier type de discours *profit* (*profit*), par rapport au premier, qu'ils nomment *fierté* (*pride*) : ils constituent tous les deux « les termes clé pour justifier l'importance des variétés linguistiques et convaincre les personnes de les parler, les apprendre, les soutenir ou de payer pour les entendre parler » [“*the key terms used to justify the importance of linguistic varieties and to convince people to speak them, learn them, support them or pay to hear them spoken*”] (pp. 3-4). L'apparition de la notion de profit à l'égard des langues est associée aux changements économiques propres au capitalisme tardif, qui conçoit les langues comme une habileté technique détachée de la notion d'authenticité. Ainsi, les États-nations doivent faire face à une reformulation des discours sur la fierté afin de faciliter leur propre insertion dans l'économie globale et pour permettre le flux de capitaux : « la “fierté” ne fonctionne plus comme trope unique de la légitimation de l'État-nation ; en revanche, l'habileté de l'État pour faciliter la croissance de la nouvelle économie dépend de son habileté pour légitimer le discours du “profit” » [“*Pride' no longer works as well as the sole trope of nation-state legitimization; rather, the state's ability to facilitate the growth of the new economy depends on its ability to legitimize the discourse of 'profit'*”] (Heller et Duchêne, 2012 : 10).

Cette situation a favorisé la mise à l'écart des États-nation dans la création de discours (et de politiques) sur les droits des minorités qui bénéficient des institutions transnationales, même si les politiques régulatrices de ces entités n'ont pas complètement réussi à chasser l'autorité de l'État-nation (Duchêne, 2008). Le traitement des minorités dans des domaines transnationaux reflète ce changement. Parmi les exemples d'espaces où ce type de diversité est régulé, on peut citer la *Déclaration sur les droits de personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques* des Nations Unies en 1993, la *Déclaration universelle des droits linguistiques*, qui a été impulsée par plusieurs institutions en 1996, et la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel* de l'UNESCO en 2003. Bien que les langues n'occupent pas une place centrale dans cette dernière, certaines minorités linguistiques ont eu recours à cet instrument dans le but de revendiquer leurs variétés, comme on le verra dans le cas des locuteurs du portugol.

L'authenticité est un autre concept important dans l'analyse du rôle du langage dans les processus de mondialisation. Au cours des dernières décennies, l'authenticité a fait l'objet d'une révision intéressante, tant du point de vue de l'historiographie linguistique que du point de vue de sa valeur dans l'identité linguistique des personnes et des groupes.

D'après Coupland (2010), l'authenticité est un système de valeurs qui permet d'établir des identités personnelles, sociales et culturelles, son mode d'expression fondamental étant le discours :

L'authentification comme processus discursif, bien davantage que l'authenticité comme qualité langagière ou culturelle affirmée ou expérimentée, peut être soulevée dans l'analyse comme une dimension de l'ensemble de 'tactiques' intersubjectives qui permettent aux gens de revendiquer leurs propres statuts ou ceux des autres en tant que membres authentiques ou inauthentiques des groupes sociaux. (p. 105)

[authentication as a discursive process, rather than authenticity as a claimed or experienced quality of language or culture, can then be taken up analytically as one dimension of a set of intersubjective 'tactics', through which people can make claims about their own or others' statuses as authentic or inauthentic members of social groups.] (p. 105)

En ce qui concerne les langues, Coupland (2003) explique que la capacité de manipuler l'authenticité des variétés dialectales permet que les signifiés traditionnellement associés à la variation diatopique soient reformulés comme des variantes stylistiques : « les dialectes-styles ont tendance à être utilisés de façon productive et créative, plutôt que comme des simples indices sociaux de “qui on est” en termes de provenance sociale » [*“dialect-styles tend to be used more productively and creatively, rather than simply as social indices of ‘who we are’ in terms of social provenance”*] (p. 426). La revendication d'une variété dialectale (par exemple le portugnot) implique la création d'instances où son utilisation publique est encouragée afin de rendre visible une identité ethnolinguistique.

Par rapport à l'authenticité comme valeur fondamentale dans la construction identitaire des groupes, Eckert (2003) attire l'attention sur le paradoxe suivant : alors que ni les identités ni les langues ne sont statiques, l'authenticité quant à elle est associée à quelque chose de statique. La distinction entre l'authenticité comme attribut statique et l'authentification comme processus dynamique est également établie par Bucholtz (2003), qui propose de parler plutôt en termes d'*effets d'authenticité (authenticity effects)* afin de mettre en avant le fait que l'authenticité découle de pratiques sociales constamment négociées, bien que ces dernières soient souvent rendues invisibles.

Le lien entre authenticité et autorité est souligné par Van Leeuwen (2001). Pour lui, l'authenticité peut signifier *autorisé*, du fait que quelque chose est authentique dans la mesure où une autorité le reconnaît comme tel. Dans ce sens, Lacoste, Leimgruber et Breyer (2014) distinguent trois modes de construction de l'authenticité : le *mode canonique* dans lequel l'authenticité est déterminée par une autorité, le *mode explicatif* qui établit l'authenticité à partir d'évidences, et le *mode performatif* qui détermine l'authenticité des objets ou des personnes, en s'orientant vers la construction d'effets de réalité.

En ce qui concerne la révision historiographique du concept d'authenticité en linguistique, Eckert (2003) signale que malgré la place centrale que les locuteurs et les analystes du langage lui accordent en tant que construction idéologique, l'authenticité n'a pas suffisamment fait l'objet de discussions théoriques dans les recherches. Bucholtz (2003) examine la façon dont l'authenticité a été interprétée dans diverses traditions linguistiques. Les études dialectologiques du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ont hérité d'une vision romantique de l'authentique correspondant à ce qui avait réussi à rester intact face à l'urbanisation croissante. La recherche d'informateurs qui remplissent les critères N.O.R.M. (pour le sigle en anglais : *non-mobile, old, rural males*, c'est-à-dire non-mobiles, âgés, de milieu rural, hommes) permet de comprendre quels étaient les locuteurs que la discipline considère comme plus représentatifs (c'est-à-dire, comme les plus authentiques) des territoires en question. Selon Bucholtz, dans le cas des travaux d'orientation anthropologique du XIX^e siècle, l'intérêt pour les pratiques communicatives traditionnelles et rituelles visait à éviter l'influence que les changements culturels pouvaient avoir sur les communautés. Dans ce sens, le changement culturel était perçu comme une perte, et les processus de changement des langues comme un éloignement d'un passé authentique. Finalement, l'auteure explique que dans la sociolinguistique variationniste, comme Labov (1983) lui-même l'indique dans sa discussion sur le *paradoxe de l'observateur*, le locuteur authentique est celui qui emploie une variété vernaculaire dans un contexte ordinaire, en dépit de la difficulté du chercheur pour obtenir un échantillon qui présente ces caractéristiques.

D'après Bucholtz (2003), le chercheur s'érige ainsi en arbitre capable d'établir ce qui est linguistiquement authentique, mais il devient aussi un obstacle, dans la mesure où sa présence empêche d'obtenir un échantillon authentique. Il existe donc une construction idéologique du *locuteur authentique* comme celui qui est soumis à un certain isolement linguistique (*linguistic isolationism*) ; sa parole est considérée comme authentique dans la mesure où elle présente le plus haut degré de quotidienneté possible (*linguistic mundaneness*).

De la perspective des idéologies linguistiques, Woolard (2007) estime que dans le contexte de la mondialisation, l'autorité linguistique est maintenue par l'intermédiaire de deux systèmes idéologiques : authenticité et anonymat. Le système idéologique de l'authenticité place la valeur d'une langue sur son caractère local, c'est-à-dire dans son lien avec une communauté concrète et son enracinement dans un territoire. Les langues minoritaires et les variétés non standard ont trait à ce système idéologique dans la mesure où il encourage leur préservation en les présentant comme des ressources précieuses dans la communauté. Dans le cas de l'anonymat, la valeur d'une langue a trait à ce qui est socialement neutre et universellement disponible, ce qui explique que ce système idéologique soit associé aux langues hégémoniques. Ces systèmes ne s'excluent pas entre eux et sont imbriqués de façon complexe (Gal et Woolard, 2001). L'acquisition des variétés valorisées comme authentiques se différencie de celles associées à l'anonymat : « les langues anonymes sont censées pouvoir être apprises par n'importe qui, mais les langues authentiques ne peuvent pas être apprises par personne ; les locuteurs sont censés les avoir 'naturellement' et ne faire aucun effort pour les acquérir » [*“anonymous languages supposedly can be learned by anyone, but authentic languages can be learned by no one; speakers are supposed to come by them “naturally” rather than working to acquire them”*] (Woolard, 2016 : 24).

Dans le chapitre suivant, je présente une brève révision historique sur la frontière uruguayo-brésilienne, dans le sillage des travaux de certains chercheurs qui se sont penchés sur la réalité sociolinguistique de cette zone. Comme on le verra ensuite, les faits qui sont analysés dans cet article ont recours à la description scientifique pour étayer leurs revendications.

La frontière uruguayo-brésilienne : de nord à sud

La frontière entre l'Uruguay et le Brésil a une étendue d'environ 1000 kilomètres, avec des accidents géographiques (rivières, ruisseaux, lacunes) et quelques portions de frontière sèche (Mena Segarra, 1969). Pour ce travail, je voudrais me pencher sur deux points spécifiques de cette frontière : les villes jumelles de Rivera (Uruguay) et Santana do Livramento (Brésil) dans la zone nord et les villes de Chuy (Uruguay) et Chuí (Brésil) dans la région sud. La réalité démographique de Rivera/Santana do Livramento et Chuy/Chuí est différente : alors que la ville de Rivera est la capitale du département homonyme (avec presque 65 000 habitants), Chuy (département de Rocha) a presque 10 000 habitants (la capitale *rochense* se trouvant à 130 km de la frontière).

La situation sociolinguistique de la frontière, en particulier la région nord, a suscité l'intérêt de la linguistique locale depuis plus de soixante ans. Un des premiers travaux de recherche produits en Uruguay revient au linguiste José Pedro Rona, qui y manifeste l'étonnement d'avoir trouvé un « dialecte portugais sur le territoire uruguayen » (1959 : 1) alors qu'il se proposait d'étudier l'espagnol parlé en Uruguay.

Depuis lors, on a considéré qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, la population du nord du territoire actuellement occupé par l'Uruguay était majoritairement constituée de locuteurs de portugais (Rona, 1963, 1965, Hensey, 1972). Cette situation s'est prolongée encore quelques décennies après le processus d'indépendance de l'Uruguay, qui s'achève avec la *Prestation du serment constitutionnel* en 1830.

L'émergence du dialecte a surtout été expliquée par l'expansion de l'espagnol comme langue d'instruction sur le territoire national à partir de la *Loi d'éducation commune* de 1877. Par l'intermédiaire du système éducatif (mais aussi en tant que langue unique de tout le domaine étatique), l'espagnol s'est imposé comme langue de prestige dans la population lusophone installée au nord du pays. Le caractère obligatoire de l'espagnol comme langue

unique de l'instruction a contribué à l'émergence d'une situation diglossique, avec l'espagnol comme langue A et la variété frontalière du portugais comme langue B. À partir de la consolidation de la situation diglossique, qui selon Behares (2004) devrait être datée aux alentours des années 1920, des attitudes de rejet sont apparues envers le dialecte portugais : réprimé dans le système éducatif, il était aussi perçu comme une pathologie (Elizaincín, 1973, Behares, 1984a, 1984b).

Plusieurs recherches montrent que l'expansion de l'espagnol dans le nord de l'Uruguay a été soutenue par une politique nationaliste qui portait en soi la représentation du portugais comme une menace pour la construction de l'identité nationale (Behares, 2007, Elizaincín, Behares y Barrios, 1987, Barrios, 1996, 2013, Oroño, 2016). Les discours nationalistes hostiles au portugais ont perduré avec plus ou moins de véhémence jusqu'à présent, même si à partir des années 1990 d'autres discours commencent à émerger pour valoriser le dialecte comme patrimoine local, et l'enseignement du portugais comme un élément constitutif des processus d'intégration nationale (Barrios, 2008, Behares, 2000).

Pour ce qui est de la frontière sud, les différences les plus importantes en comparaison avec le nord sont d'une part, un peuplement très faible jusqu'à pratiquement la fin du XIX^e siècle, et d'autre part, l'isolement relatif dans les communications par voie terrestre jusqu'aux années 1940 (Varese, 2001). La situation sociolinguistique de la frontière sud n'a pas été étudiée de façon si approfondie que celle de la frontière nord, du fait que dans le sud le dialecte portugais ne s'est pas développé avec la même intensité que dans le nord. Cependant, dans un des premiers travaux sur les particularités linguistiques de la frontière sud, Berro García (1937 : 45) signale que la région faisait alors partie de la « zone d'influence lusitanienne », en raison de son isolement par rapport à la capitale, Montevideo.

Quelques décennies plus tard, Rona (1963) propose une situation différente, en affirmant que le portugais n'avait pas réussi à se faire une place dans la frontière sud. L'auteur explique que l'influence du portugais dans le territoire uruguayen était intense dans la zone nord, alors que dans le sud il n'existait pas d'« influence linguistique appréciable » (p. 9) du portugais sur l'espagnol, au point que, dit l'auteur, il ne s'y était développé aucun dialecte frontalier.

Une réalité similaire à celle proposée par Rona ressort d'un rapport sur la situation sociolinguistique dans la frontière uruguayo-brésilienne que Barrios *et al.* (1982) ont réalisé. Les auteurs observent que les interférences phoniques du portugais sur l'espagnol étaient importantes dans le nord de l'Uruguay et beaucoup plus faibles dans la zone sud de la frontière.

De son côté, Espiga (1997) explique que, en comparaison avec la frontière nord, la présence du portugais dans la frontière sud est moindre, à tel point qu'il lui paraît « indispensable de clairement discerner que la région de Chuí est la seule à exercer une démarcation limitrophe sans qu'on puisse pour autant y constater une avancée de l'expansion linguistique, de la part du PB [portugais brésilien], en direction de l'Uruguay » [*“é preciso distinguir claramente que a região do Chuí seja única a exercer demarcação limítrofe em que não se verifica avanço de domínio lingüístico, por parte do PB [português brasileiro], em direção ao Uruguai”*] (p. 36). Même si la présence du portugais paraît moindre à la frontière sud, on ne peut pas affirmer qu'il n'y existait aucun type de variété dialectale. En effet, Amaral (2008) observe que l'alternance de codes dans le sud agit comme un indice de l'identité ethnolinguistique qui « permet d'éliminer des frontières sociales et, en même temps, de se définir comme un collectif mixte » dont la « modalité discursive quotidienne est un composé de portugais et d'espagnol, appelé *portugnol* par les locuteurs eux-mêmes » [*“permite eliminar fronteras sociales y, al mismo tiempo, definirse como un colectivo mixto” cuya “modalidad discursiva cotidiana es un compuesto de portugués y español, llamado por los propios hablantes portuñol”*] (pp. 247-248).

En termes de centre et périphérie, l'ensemble de la frontière uruguayo-brésilienne est une zone périphérique par rapport à la conception monoglossique de l'État uruguayen et, comme je le montrerai un peu plus loin, sa régulation glottopolitique a traditionnellement représenté un défi pour l'État. À son tour, la frontière nord se présente comme une région centrale dans l'emploi de la variété dialectale du portugais, alors que la frontière sud est une région périphérique de la région frontalière elle-même.

Au cours des dernières années, deux propositions provenant des communautés, que l'on pourrait considérer comme des initiatives pour la revendication de deux réalités frontalières divergentes, se sont fait jour : dans la frontière nord, la candidature de la variété dialectale du portugais (portugol) au titre de patrimoine culturel immatériel, et dans la frontière sud, la mise en place d'un Pôle linguistique pour exploiter économiquement le bilinguisme espagnol-portugais.

Je propose d'analyser quelques documents qui sont issus de ces deux propositions : d'un côté, l'ouvrage *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial* (Da Rosa, 2017a), dont le coordinateur affirme qu'« il s'agit en soi du premier argument formalisé pour la défense de la candidature des expressions artistiques et des usages sociaux du Portuñol au titre de PCI [patrimoine culturel immatériel] » [*es en sí mismo el primer argumento formal para la defensa de la postulación de las expresiones artísticas y usos sociales del Portuñol como PCI [patrimonio cultural inmaterial]*] (Da Rosa, 2017b : 11). D'un autre côté, j'analyse une série de documents sur la mise en place du Pôle linguistique dans la ville de Chuy : la proposition présentée au Ministère d'Éducation et Culture par les enseignants (Martínez, 2017), l'acte officiel de la mise en place du pôle (Consejo de Educación Secundaria, 2018a) et le communiqué de presse officiel sur l'événement (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Les langues comme patrimoine culturel immatériel : le processus du portugol

La patrimonialisation se présente comme une stratégie pour rendre visibles les groupes minoritaires et protéger leurs pratiques culturelles, en particulier celles considérées en danger d'extinction. Comme Curbelo le signale (2011), dans le contexte de la mondialisation, le patrimoine culturel a acquis une certaine valeur de résistance et de demande sociale, puisque les communautés qui encouragent la patrimonialisation de leurs pratiques culturelles voient leur identité collective se renforcer. Si d'un point de vue traditionnel le patrimoine culturel englobait fondamentalement des biens matériels (artistiques, monumentaux, architecturaux, etc.), au début du XXI^e siècle, avec l'approbation en 2003 de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (CSPCI) de l'UNESCO, le concept s'élargit vers des manifestations culturelles intangibles telles les traditions orales, les musiques, les festivités et indirectement les langues.

Dans l'article 2 du texte-cadre de la convention de l'UNESCO, le patrimoine culturel immatériel (PCI) est défini comme l'ensemble des

pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire — [avec] les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés — que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. (UNESCO, 2016 : 5).

Un peu plus loin, la CSPCI établit une liste des domaines dans lesquels le PCI se manifeste :

- (a) *les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;*
- (b) *les arts du spectacle ;*
- (c) *les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;*
- (d) *les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;*
- (e) *les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel. (UNESCO, 2016 : 5-6).*

Comme on peut le voir, la langue est explicitement intégrée au domaine des traditions et expressions orales, avec la spécification qu'elle peut accéder au statut patrimonial à condition d'être porteuse du PCI. La CSPCI établit ainsi une distinction entre la langue comme système linguistique et la langue comme instrument : dans le premier cas, la langue ne peut pas être considérée comme faisant partie du patrimoine immatériel, dans le second oui. Selon Smeets (2004), pendant la discussion du texte final de la CSPCI, la place des langues a été longuement débattue et les pays qui étaient prêts à les reconnaître comme partie intégrante du PCI n'étaient pas bien nombreux. Dans la mesure où les États qui souscrivent la convention doivent garantir sa mise en œuvre dans leurs territoires respectifs, il est probable que l'inclusion des langues ait signifié un défi pour les logiques monoglossiques nationales. La distinction entre les langues comme systèmes et les langues comme instruments est reprise dans un autre document de l'UNESCO :

La Convention n'évoque pas non plus la langue en soi ou comme un ensemble (grammaire, vocabulaire et syntaxe), mais souligne le fait qu'elle est un vecteur fondamental de la transmission du patrimoine culturel immatériel. Les traditions et expressions orales ne peuvent exister sans la langue. En outre, presque tous les types de patrimoine culturel immatériel — qu'il s'agisse des connaissances concernant l'univers, des rituels ou de l'artisanat — sont liés à la langue ou dépendent d'elle pour leur pratique quotidienne et leur transmission d'une génération à l'autre. (UNESCO, 2011b : 7)

Ainsi, la CSPCI ne laisse pas à une communauté la possibilité d'envisager que sa langue *per se* puisse aspirer à faire partie du PCI et qu'elle puisse accéder aux ressources établies dans la convention pour le développement et la protection du patrimoine. Par ailleurs, elle réduit la portée d'utilisation des langues à un rôle instrumental et ne permet pas que la patrimonialisation donne lieu à un élargissement de leur fonctionnalité au sein de la communauté :

Bien que la langue sous-tende le patrimoine immatériel de nombreuses communautés, la protection et la préservation des langues excèdent le champ de la Convention de 2003. Cela étant, la langue est visée à l'article 2 en tant que moyen de transmettre le patrimoine culturel immatériel. La différence des langues façonne la transmission des histoires, des poèmes et des chants, et affecte leur contenu. La mort d'une langue se traduit inévitablement par la perte définitive de traditions et expressions orales. Cependant, ce sont ces expressions orales elles-mêmes et leur interprétation en public qui contribuent le mieux à sauvegarder une langue, plutôt que les dictionnaires, grammaires et bases de données. Les langues vivent dans les chants et les récits, les énigmes et les poèmes ; ainsi, la protection des langues et la transmission de traditions d'expressions orales sont très étroitement liées. (UNESCO, 2011a)

Avec la définition des biens qui peuvent aspirer à la catégorie de PCI, on introduit un découpage qui inclut et exclut les pratiques culturelles passibles de patrimonialisation. L'UNESCO s'érige ainsi en autorité apte à définir les pratiques culturelles authentiques d'une

communauté, suivant le *mode canonique* de construction de l'authenticité (Lacoste, Leimgruber y Breyer, 2014).

Dans une publication qui développe le contenu des domaines dans lesquels ce patrimoine peut se manifester (UNESCO, 2011a) il est indiqué que « les frontières entre les domaines sont extrêmement fluides et varient souvent d'une communauté à l'autre », ce qui rend « difficile, sinon impossible, d'imposer de l'extérieur des catégories rigides » (p. 3). Cependant, par rapport aux langues, la rigidité pour imposer des catégories ne semble pas faire doute pour l'UNESCO.

Malgré ces restrictions, des écrivains, des artistes et des universitaires de la ville frontalière de Rivera ont pris l'initiative d'envoyer la candidature du portugnol au statut de PCI, proposition qui a été réceptionnée par un bureau local du Ministère d'Éducation et Culture, le Centre MEC Rivera. Le premier antécédent de la candidature date de 2012, au moment où les premiers contacts avec l'UNESCO étaient établis. L'UNESCO a répondu en disant que le portugnol n'était pas en danger de disparition et que, de ce fait, il n'était pas nécessaire de le sauvegarder (« *Proceso de postulación...* », 2017). Il s'agit là d'une réponse qui mérite d'être questionnée. En effet, comme nous l'avons montré, l'État uruguayen a combattu le portugnol de façon plus ou moins systématique depuis la fin du XIX^e siècle (Behares, 2007, Barrios, 2017). Plus récemment, la reconnaissance officielle que le portugais en tant variété caractéristique de la frontière n'a eu de cesse de gagner, a fait que sa variété standard a pris le dessus sur le dialecte, maintes fois dans le but d'éradiquer ce dernier (Barrios, 2008).

Face à la réponse de l'UNESCO, les promoteurs de la patrimonialisation ont décidé d'organiser des activités pour donner plus de visibilité au projet de candidature, qui constitue un véritable processus d'authentification de la variété locale auprès de l'UNESCO. En 2013, des poètes et des musiciens ayant fait des compositions en portugnol se sont produits dans plusieurs communes de la frontière, dans le but de « mieux faire apprécier la culture dans le domaine culturel national, surtout le Portugnol qui est un trait majeur de l'identité régionale » [*“la cultura fuera mejor cotizada en el ámbito cultural nacional y sobre todo el Portuñol como gran señal de identidad regional”*] (« *Proceso de postulación...* », 2017 : 17).

En juillet 2015, des conférences avec des spécialistes et des artistes locaux, avec une large répercussion autant dans la presse nationale qu'internationale, ont eu lieu (Barrios, 2017). À ce moment-là, il a fallu reformuler la candidature puisque « la patrimonialisation d'une langue ou d'un dialecte n'est pas viable étant donné les conditions de la convention de l'UNESCO pour le Patrimoine Immatériel » (« *Seminario Jodido Bushinshe...* », 2017 : 172). En conséquence, l'initiative d'origine a dû être adaptée aux paramètres établis par l'UNESCO à propos des biens destinés à la patrimonialisation : « sans abandonner l'objectif premier d'introduire cette variété linguistique dans le patrimoine, étant donné les possibilités nouvellement ouvertes, nous devons ajouter l'enregistrement et le débat autour d'autres manifestations socio-culturelles ayant trait à l'identité frontalière » [*“sin dejar de lado el objetivo inicial de patrimonializar esta variedad lingüística debemos sumar ahora, dadas las posibilidades generadas, el debate y registro de otras manifestaciones socio-culturales con identidad fronteriza”*] (p. 172). L'idée initiale de seulement introduire le dialecte dans le patrimoine a ainsi été élargie aux « connaissances, traditions et expressions artistiques transmises par l'intermédiaire du Portugnol. Le Portugnol comme moyen et non comme objectif. » [*“los conocimientos, tradiciones y expresiones artísticas transmitidas a través del Portuñol. El Portuñol como medio y no como objetivo.”*] (pp. 172-173).

Outre l'élargissement de la possibilité de patrimonialisation à l'ensemble de ce que les organisateurs appellent l'« espace culturel du portugnol » (« *Seminario Jodido Bushinshe...* », 2017 : 172), une série d'objectifs a été formulée pour promouvoir la candidature devant l'UNESCO. Premièrement, on cherche à produire une masse critique pour étayer les arguments à présenter chaque fois qu'un bien sera proposé pour s'intégrer au PCI. La

production de connaissances sur la réalité sociolinguistique de la frontière uruguayo-brésilienne est importante, comme nous l'avons déjà montré. Cependant, les organisateurs semblent viser la production d'une masse critique locale. Par rapport à la production existante, ils attirent l'attention sur le fait qu'elle ait surtout été l'affaire de spécialistes étrangers à la réalité frontalière, puisqu'« aucun d'eux n'a assez longtemps vécu à Artigas, Rivera ou Cerro Largo pour reconnaître le lien inébranlable entre la culture frontalière et notre langue » [“ninguno vivió tiempo suficiente en Artigas, Rivera o Cerro Largo como para reconocer la relación irrompible entre la cultura de frontera y nuestra lengua”] (« Proceso de postulación... », 2017 : 17).

Deuxièmement, on se propose de faire des enregistrements des « manifestations socio-culturelles liées à l'identité frontalière » (« Seminario Jodido Bushinshe... », 2017 : 172), conformément à la directive de la CSPCI qui exige de répertorier le PCI. Selon les explications avancées, l'inventaire sera construit à partir d'une bibliographie et des enregistrements audiovisuels sur la production artistique en portugol dans les communes frontalières du Brésil et de l'Uruguay.

Enfin, on cherche à identifier le groupe des locuteurs de portugol. D'après ce qui est dit, à la différence des langues indigènes, « il n'existe pas de collectif [de référence] identifié » pour le portugol (« A modo... », 2017 : 15). Dans la mesure où ce dernier est envisagé comme une variété sociale, il s'agira de déterminer « quel est le groupe social porteur du patrimoine qui nous intéresse, comment ce groupe est composé, qu'est-ce qui les lie et les différencie des autres » [“cuál es el grupo social portador del patrimonio que nos interesa, como se compone ese grupo, que los une e diferencia de los demás”]² (p. 15).

En ce qui concerne l'identification du groupe de locuteurs du portugol, les promoteurs défenseurs de la patrimonialisation introduisent un débat entre les locuteurs dont le portugol est la langue maternelle et ceux dont il est la langue seconde :

Parmi les professionnels qui écrivent cet ouvrage, il y en a beaucoup qui ont le Portugol pour langue seconde, en raison du contact social, mais il se peut aussi qu'il y ait au moins quelqu'un qui ait acquis le Portugol depuis son plus jeune âge comme une langue maternelle. Alors, est-ce que ce collectif d'auteurs fait partie du groupe social porteur de la candidature du Portugol au PCI ? Est-ce que les artistes qui se sont présentés dans chacune des soirées de ce cycle le sont aussi ? Il s'agit là de questions clé car seul ledit groupe social de locuteurs de portugol aura l'autorité pour réclamer sa patrimonialisation... (2017: 15)

Ainsi, les promoteurs de la patrimonialisation s'identifient eux-mêmes comme des locuteurs de portugol langue seconde et, par conséquent, non autorisés à mener à bout le processus. En ce qui concerne l'inventaire de productions en portugol, cette situation est de nouveau signalée :

tout le répertoire que l'on pourra enregistrer ne sera pas très utile si ce processus n'est pas repris par ceux qui sont directement impliqués, c'est-à-dire les locuteurs de portugol. Pour cette raison, avant l'arrivée dans chaque population, il y aura des instances d'information et de diffusion du projet pour que le mode d'enregistrement soit concerté avec les habitants, et ce seront ces derniers qui définiront l'importance de leur langue maternelle dans la construction de leur identité. À condition que la patrimonialisation constitue un apport dans cette construction d'identité. (« Un largo proceso... », 2017 : 224)

En tant que pratique culturelle, le PCI se présente comme un échantillon authentique provenant d'une communauté, bien que son authenticité soit déterminée par les critères établis

² L'orthographe d'origine est respectée.

par l'UNESCO. Les communautés souhaitant présenter la candidature au PCI de leurs pratiques culturelles sont obligées de démontrer devant l'autorité institutionnelle que ces dernières sont authentiques, autrement dit, elles sont contraintes d'institutionnaliser leur propre authenticité, si paradoxal cela puisse paraître.

Comme nous l'avons vu, seuls les locuteurs de portugol langue maternelle sont considérés comme autorisés à décider de la patrimonialisation. L'histoire du portugol montre que cette variété a été combattue depuis plus d'un siècle par l'État, elle montre également que ses locuteurs ont été stigmatisés comme antipatriotes et que le bilinguisme a été conçu comme une pathologie ; d'où la réticence, qu'il est aisé de prévoir chez ceux qui ont appris le portugol à la maison, à revendiquer leur variété en public. La diglossie frontalière ne peut pas être envisagée comme un fait culturel mais politique, et c'est pour cette raison que la détermination du groupe *locuteurs de portugol* devrait prendre en compte sa conformation historique. On peut alors comprendre que les promoteurs de la patrimonialisation n'ont pas le portugol pour langue maternelle mais qu'ils ont *décidé* de l'utiliser pour sa valeur de référent identitaire. Si le locuteur authentique de portugol est celui qui l'a acquis comme langue maternelle, et si de ce fait il est le seul à avoir l'autorité pour décider de sa patrimonialisation, il est probable que le projet de candidature rencontre des difficultés pour renverser la stigmatisation qui dure depuis bien des années.

Politiques linguistiques dans la frontière uruguayo-brésilienne après le Mercosur : le bilinguisme comme ressource économique

À partir de la signature du traité du Mercosur en 1991, l'Uruguay s'est engagé à proposer l'enseignement du portugais dans le système éducatif public, ce qui s'est concrétisé en 1996 par son introduction comme matière facultative dans l'enseignement secondaire (ANEP, 2008). À la frontière, certaines actions spécifiques ont été mises en œuvre, telles le *Programme d'éducation bilingue* espagnol-portugais dans les écoles primaires frontalières en 2001 (Brian, Broveto y Geymonat, 2007), qui accorde au portugais standard le statut de langue d'instruction. En 2006, la *Commission de politiques linguistiques/Comisión de políticas lingüísticas* (CPL) a été constituée ; son rapport final propose l'enseignement de deux langues étrangères obligatoires : anglais et portugais, en plus d'une troisième option obligatoire, avec un choix différentiel pour la région frontalière avec le Brésil (ANEP, 2008).

En accord avec les recherches scientifiques, la CPL précise que le portugais de l'Uruguay « peut être considéré comme une langue frontalière, minoritaire, et d'héritage » qui a été historiquement réprimée par le système éducatif. La stigmatisation « est fondée sur une méconnaissance de la réalité linguistique locale », « elle présuppose l'ignorance à l'égard de la nature et du fonctionnement des langues naturelles » et « méconnaît les bienfaits cognitifs et sociaux du bilinguisme » (ANEP, 2008 : 67).

À la différence du reste du pays où l'anglais est la première langue enseignée dans le système éducatif, le programme différentiel pour la zone frontalière inclut l'enseignement obligatoire du portugais depuis les premières années de l'école primaire et l'incorporation ultérieure de l'anglais. Selon l'explication de la CPL, le portugais de référence pour le système éducatif sera la variété standard brésilienne :

La reconnaissance et la valorisation des variétés linguistiques vernaculaires ne signifie pas que le système éducatif public encourage l'enseignement et l'expansion du Portugais de l'Uruguay, pas même son utilisation dans la salle de classe en tant que langue d'instruction. [...] La variété qui devrait être utilisée comme langue d'instruction dans les établissements scolaires est le « Portugais Standard » du Brésil, qui est sans doute en accord avec les normes propres du Portugais Gaúcho de Fronteira et, peut-être

aussi, au fil du temps, avec la norme produite d'un Portugais Soutenu de l'Uruguay. (ANEP, 2008 : 69)

Finalement, vers la fin 2008, la *Loi générale d'éducation* a été approuvée. Elle comporte une partie sur l'éducation linguistique dans laquelle le portugais est reconnu comme l'une des langues maternelles de l'Uruguay :

L'éducation linguistique aura pour but le développement des compétences communicatives des personnes, la maîtrise de la langue écrite, le respect des variétés linguistiques, la réflexion sur la langue, la prise en compte des différentes langues maternelles qui existent dans le pays (espagnol de l'Uruguay, portugais de l'Uruguay, langue de signes uruguayenne), ainsi que la formation plurilingue par l'intermédiaire des langues secondes et des langues étrangères. (Ministerio de Educación y Cultura, 2009 : 249A)

Dans le cadre de cette reconnaissance croissante du système éducatif public envers le portugais (qui avait été proscrit pendant des décennies), dans la ville de Chuy (frontière sud) la proposition d'inclure l'enseignement de cette langue dans les dernières années de l'enseignement secondaire s'est fait jour. La nouveauté de cette proposition réside dans sa justification, laquelle n'est pas seulement fondée sur la valeur ethnique du portugais dans la région frontalière, ni sur son importance pour les processus d'intégration régionale, mais sur des arguments qui renvoient à la valeur économique du bilinguisme.

Pour contextualiser cette proposition, il est nécessaire de présenter une caractérisation de l'espagnol parlé dans la frontière sud. La variété dialectale de l'espagnol du sud-est de l'Uruguay (en particulier du département de Rocha, où la ville de Chuy est située) possède comme trait caractéristique le maintien du tutoiement pronominal et verbal (du genre *tú tienes*), par comparaison avec l'usage plus répandu de *vos* dans le système pronominal et surtout verbal du reste de l'Uruguay (dans des combinaisons du genre *tú tenés* ou *vos tenés*). Cette caractéristique a valu à l'espagnol de Rocha d'être considéré comme l'espagnol le plus pur de l'Uruguay, représentation répandue partout dans le pays et revendiquée par les habitants de Rocha eux-mêmes (Albertoni, 2016a).

D'une part, la valeur de pureté est associée à l'origine ethnique des premiers habitants, les colons espagnols qui vers la fin du XVIII^e siècle ont été amenés à Rocha pour peupler une région pratiquement inhabitée, et afin de freiner la contrebande, le vol de bétail et l'avancée portugaise. D'autre part, la représentation puriste est associée à l'isolement du département de Rocha jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, phénomène marquant qui a fortement conditionné la société locale. L'isolement, affirme-t-on, a suscité le développement d'une culture propre et le maintien du tutoiement comme trait associé à ce qui vient de l'Espagne, par opposition à l'influence d'autres langues migratoires et d'autres variétés de l'espagnol qui utilisent le *vos*, en particulier l'espagnol de Buenos Aires et Montevideo (Albertoni, 2016a).

La mise en valeur puriste de l'espagnol de Rocha est également présente dans la zone frontalière du département, considérée en l'occurrence comme la seule région de la frontière uruguayo-brésilienne dans laquelle l'espagnol et le portugais sont parlés sans être mélangés (Albertoni, 2016b). La différenciation de l'espagnol local en termes de pureté construit audacieusement (Irvine et Gal, 2000) la représentation de la frontière de Rocha comme une frontière autre : le nord se mélange, le sud non.

En juillet 2018 la *Commission de politiques linguistiques* (CPL) de l'*Administration nationale de l'éducation publique* (ANEP) a fait le lancement d'un *Pôle linguistique* dans un établissement public d'enseignement secondaire à Chuy. Comme on peut le constater dans la résolution de l'organisme, dans un premier temps, l'activité du pôle consistera à offrir deux cours facultatifs de portugais pour un maximum de 50 élèves des dernières années de l'enseignement secondaire de cette ville. L'objectif du projet est de procurer aux étudiants une

attestation de connaissance du portugais en accord avec le cadre européen commun de référence pour les langues (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Bien que le pôle soit géré par un organisme officiel comme l'ANEP, sa création a pour origine la proposition d'un groupe d'enseignants locaux. Comme on le voit dans la résolution du Conseil de l'Enseignement Secondaire (2018b), les démarches se sont accélérées à partir de la réunion du Conseil de Ministres dans le département de Rocha, en septembre 2017. Les Conseils de Ministres sont des séances publiques auxquelles participe le président de la république, à côté de ses ministres et des autorités des gouvernements départementaux et des organismes étatiques. La dynamique des séances, qui sont organisées à fréquence mensuelle dans différents points du pays, prévoit des audiences pendant lesquelles les institutions locales présentent directement leurs propositions aux autorités. C'est à l'occasion de l'une de ces séances que la proposition de la mise en place d'un pôle linguistique pour la ville frontalière de Chuy a été présentée.

Dans le document adressé au Ministère d'Éducation et Culture, on fait remarquer que la ville de Chuy « est naturellement bilingue, contrairement à d'autres villes limitrophes de l'Uruguay » (Martínez, 2017 : 1). Alors que dans la frontière nord, la candidature du portugais au titre de PCI revendique le dialecte portugais comme la seule variété qui représente une valeur authentique dans la communauté, l'installation du pôle linguistique dans la frontière sud semble revendiquer le bilinguisme espagnol-portugais comme un trait d'authenticité locale :

Cet héritage culturel [le bilinguisme] est tellement sous-estimé que la communauté remplit constamment des tâches d'interprète dans des emplois qui demandent peu de qualifications, alors que tout en fournissant des opportunités éducatives pertinentes et remarquables, la ville pourrait devenir une usine de traducteurs capable d'apporter une valeur ajoutée aux domaines touristique et éducatif et à celui de l'industrie culturelle (jeux vidéos, audiovisuel, graphique), en fournissant des services à l'énorme marché brésilien. (Martínez, 2017 : 1)

En l'occurrence, le bilinguisme espagnol-portugais n'est pas seulement représenté comme une valeur culturelle de la communauté ; il est aussi conçu comme une ressource économique, à même de favoriser le développement des habitants de la frontière qui maîtrisent naturellement toutes les deux langues. Cet argument est renforcé par la possibilité d'accéder à un diplôme international qui atteste les connaissances en portugais.

Considérations finales

La frontière uruguayo-brésilienne a traditionnellement été un espace de tension où les langues reflètent les conflits entre nations. L'intégration de cet espace périphérique multilingue à l'État uruguayen a représenté une difficulté pour la logique monoglossique de la construction de l'identité nationale. Cependant, au cours des dernières décennies, le contexte de la mondialisation a entraîné l'apparition de fissures dans la sentence *un état, une langue*, qui ont donné lieu à une prolifération de processus de mondialisation par le bas.

Dans les deux initiatives présentées dans ce travail, il est possible d'observer comment deux communautés frontalières ont forgé des gestes glottopolitiques pour revendiquer leur singularité. Les ressemblances et les différences entre ces deux gestes rendent compte des visions glottopolitiques divergentes au long d'une même ligne frontalière.

Les deux propositions proviennent toutes les deux de la communauté et elles ont trouvé une plateforme pour devenir légitimes dans les espaces institutionnalisés. La légitimation est construite à partir de processus de marchandisation, bien qu'avec des caractéristiques différentes. Dans le cas de la candidature du portugais au titre de patrimoine immatériel, le

processus pourrait être décrit comme celui d'une marchandisation de l'authenticité dans un milieu périphérique (Pietikäinen et Kelly-Holmes, 2013), dans la mesure où le processus discursif d'authentification (Coupland, 2010) exigé par l'UNESCO implique une valorisation de la variété locale, ainsi que l'engagement de l'État à octroyer des ressources pour sa protection. D'un autre côté, l'installation du Pôle linguistique suit les processus plus canoniques de la marchandisation (Heller, 2010), dans lesquels les langues sont conçues comme une ressource économique, c'est-à-dire comme une habileté technique qui relègue au second plan la valeur de l'authenticité (Heller et Duchêne, 2012). Sur la base de la distinction entre authenticité et anonymat proposée par Woolard (2007, 2016), on peut affirmer qu'alors que dans la frontière nord on est dans un processus de marchandisation de l'authenticité, dans la frontière sud c'est l'anonymat qui fait l'objet de la marchandisation.

La valeur du portugol devenu patrimoine tient à son statut de variété ancrée dans un territoire ; le locuteur de portugol provenant de ce processus reproduit la construction idéologique qui conçoit le locuteur authentique (Eckert, 2003) comme celui qui a acquis sa langue de façon naturelle. Dans le cas du pôle linguistique, au contraire, la valeur du bilinguisme dépend de la possibilité de certifier la connaissance au moyen d'un diplôme international, ce qui entraîne la construction d'un locuteur anonyme dont la valeur réside dans la possibilité de déployer ses ressources linguistiques en dehors de son lieu d'origine.

Soit par la patrimonialisation d'une variété vernaculaire devant un organisme international, soit par l'attestation internationale du bilinguisme, les processus de marchandisation linguistique permettent de rendre compte de plusieurs stratégies de revendication glottopolitique d'identités frontalières dans le contexte actuel de mondialisation.

Références bibliographiques

- “A modo de presentación”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.
- Albertoni, Pablo, 2016a, *Donde nace el tú de la patria. La construcción de la identidad etnolingüística rochense*, Tesis de Maestría, Montevideo: Universidad de la República.
- Albertoni, Pablo, 2016b, “Ideologías lingüísticas sobre el contacto español-portugués en el departamento de Rocha: la otra frontera”, En: Acevedo, Fernando, Nossar, Karina y Viera, Patricia (comps.) *Miradas sobre educación y cambio*, Montevideo: UDELAR/CFE, pp. 247-257.
- Amaral, Tatiana, 2008, *Una comunidad de habla, dos comunidades de lengua: la alternancia de códigos como signo de identidad en la frontera brasileño-uruguayo*, Tesis de Doctorado, Madrid: Universidad Autónoma de Madrid.
- ANEP, 2008, *Documentos de la Comisión de políticas lingüísticas en la educación pública*, Montevideo: ANEP/CoDiCen.
- Appadurai, Arjun, 1996, *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Minneapolis/Londres: University of Minnesota Press.
- Barrios, Graciela, 1996, “Planificación lingüística e integración regional: el Uruguay y la zona de frontera”, En: Trindade, Aldema y Behares, Luis (orgs.) *Fronteiras, educação, integração*, Santa María: Pallotti, pp. 83-110.
- Barrios, Graciela, 2008, “Discursos hegemónicos y representaciones lingüísticas sobre lenguas en contacto y de contacto: español, portugués y portuñol fronterizos”, En: Da Hora, Dermeval y Marques, Rubens (eds.) *Política lingüística na América Latina*, João Pessoa: Idéia/ Editora Universitaria, pp. 79-103.

- Barrios, Graciela, 2013, "Language diversity and national unity in the history of Uruguay", En: Del Valle, José (ed.), *A political History of Spanish: The making of a language*, Nueva York: Cambridge University Press, pp. 197-211.
- Barrios, Graciela, 2017, "Políticas de desetnización y patrimonialización lingüística en la frontera uruguaya con Brasil", *Anuario de Glotopolítica*, 1, pp. 151-179.
- Barrios, Graciela ; Behares, Luis ; Elizaincín, Adolfo ; Gabbiani, Beatriz ; Gargiulo, Martín ; Guimaraes, Antonio y Tani, Ruben, 1982, *Diagnóstico lingüístico de la región fronteriza uruguayo-brasileña*, Ministerio de Educación y Cultura/Organización de Estados Americanos, mimeo.
- Behares, Luis, 1984a, *Planificación lingüística y educación en la frontera uruguaya con Brasil*, Montevideo: Instituto Interamericano del Niño.
- Behares, Luis, 1984b, "Diglosia en la sociedad escolar de la frontera uruguaya con Brasil: matriz social del bilingüismo", *Cadernos de estudios lingüísticos*, 6, pp. 228-234.
- Behares, Luis, 2000, "Los discursos sobre la frontera y el campo de la educación", *Revista de la educación del pueblo*, 80, pp. 36-40.
- Behares, Luis, 2004, "Do fundo da panela. Lengua y cocina en la frontera uruguaya con Brasil", En: Behares, Luis, Díaz, Ernesto y Holzmann Gerardo (eds.) *Na frontera nós fizemo assim. Lengua y cocina en el Uruguay fronterizo*, Montevideo: Librería de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación/AUGM, pp. 221-252.
- Behares, Luis, 2007, "Portugués del Uruguay y educación fronteriza", En: Brovetto, Claudia, Geymonat, Javier y Brian, Nicolás (comps.) *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*. Montevideo: ANEP-CEP, pp. 99-171.
- Berro García, Adolfo, 1937, "Lexicología rochense", *Boletín de la Academia Argentina de Letras*, 5, pp. 63-70.
- Brian, Nicolás, Brovetto, Claudia y Geymonat, Javier (comps.), 2007, *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*, Montevideo: ANEP-CEP.
- Bucholtz, Mary, 2003, "Sociolinguistic nostalgia and the authentication of identity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 398-416.
- Consejo de educación secundaria, 2018a, *Acta N° 26. Tratado N° 31. Expediente 3/5949/18*, Montevideo.
- Consejo de educación secundaria, 2018b, "Se inauguró en Chuy el primer Polo Lingüístico del país", Disponible en: <https://www.ces.edu.uy/index.php/liceos/25168-chuy>
- Coupland, Nikolas, 2003, "Sociolinguistics authenticity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 417-431.
- Coupland, Nikolas, 2010, "The authentic speaker and the speech community", En: Llamas, Carmen y Watt, Dominic (eds.), *Language and identities*. Edinburgo: Edinburgh University Press, pp. 99-112.
- Curbelo, Carmen, 2011, "Reflexiones sobre el patrimonio inmaterial y su significado", *Trama*, 3, pp. 101-110.
- Da Rosa, Enrique (comp.), 2017a, *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC.
- Da Rosa, Enrique, 2017b, "A modo de presentación", En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.
- Duchêne, Alexandre, 2008, *Ideologies across nations: the construction of linguistic minorities at the United Nations*, Berlín/Nueva York: Mouton de Gruyter.
- Eckert, Penelope, 2003, "Elephants in the room", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 392-431.
- Elizaincín, Adolfo, 1973, *Algunos aspectos de la sociolingüística del dialecto fronterizo*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.

- Elizaincín, Adolfo, Behares, Luis y Barrios, Graciela, 1987, *Nos falemo brasileiro. Dialectos portugueses en Uruguay*, Montevideo: Amesur.
- Espiga, Jorge, 1997, *Influência do espanhol na variação da lateral pós-vocálica do português da fronteira*, Tesis de Maestría, Pelotas: Universidad Católica de Pelotas.
- Fairclough, Norman, 2008, *Language and globalization*, Nueva York/Londres: Routledge.
- Gal, Susan y Woolard, Kathryn, 2001, "Constructing languages and publics. Authority and representation", En: Gal, Susan y Woolard, Kathryn (eds.) *Languages and publics. The making of authority*, Manchester: St. Jerome, pp. 1-12.
- Heller, Monica, 2003, "Globalization, the new economy, and the commodification of language and identity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 473-492.
- Heller, Monica, 2010, "The commodification of languages", *Annual review of anthropology*, 39, pp. 101-114.
- Heller, Monica y Duchêne, Alexandre, 2012, "Pride and profit: changing discourses of language, capital and nation-state", En: Duchêne, Alexandre y Heller, Monica (eds.) *Language in late capitalism. Pride and profit*, Nueva York: Routledge, pp. 1-21.
- Hensey, Frederick, 1972, *The sociolinguistics of the brazilian-uruguayan border*, La Haya/París: Mouton.
- Irvine, Judith y Gal, Susan (2000) "Language ideology and linguistic differentiation". En Kroskrity, Paul (ed.) *Regimes of language: Ideologies, politics, and identities*. Santa Fe: School of American Research Press, pp. 35-84.
- Labov, William, 1983, *Modelos sociolingüísticos*, Madrid: Cátedra.
- Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo, 2014, "Authenticity: a view from inside and outside sociolinguistics", En: Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo (eds.), *Indexing authenticity: sociolinguistic perspectives*, Berlín: De Gruyter, pp. 1-13.
- Martínez, Gabriela, 2017, *Polo lingüístico en Chuy*, Chuy, mimeo.
- Mena Segarra, Enrique, 1969, *Frontera y límites*, Montevideo: Nuestra tierra.
- Ministerio de Educación y Cultura, 2009, "Ley General de Educación N° 18437", *Diario Oficial*, Tomo 414, N° 27654. 247A-258A.
- Oroño, Mariela, 2016, *El lenguaje en la construcción de la identidad nacional: los libros escolares de lectura de Vásquez Acevedo, Figueira y Abadie-Zarrilli*, Montevideo: Tradinco.
- Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen, 2013, "Multilingualism and the periphery", En: Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen (eds.) *Multilingualism and the periphery*, Nueva York: Oxford University Press, pp. 1-16.
- "Proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial", 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 17-19.
- Rona, José Pedro, 1959, *El dialecto "fronterizo" del Norte de Uruguay*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.
- Rona, José Pedro, 1963, *La frontera lingüística entre el portugués y el español en el norte de Uruguay*, Porto Alegre: Champagnat.
- Rona, José Pedro, 1965, *El dialecto "fronterizo" del Norte del Uruguay*, Montevideo: Adolfo Linardi.
- "Seminario Jodido Bushinshe. 'Los poruñoles, os portuhnois'", 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 171-174.
- Smeets, Riëks, 2004, "Language as a vehicle of the intangible cultural heritage", *Museum international*, 56, 1-2, pp. 156-165.

- “Un largo proceso llega a su etapa de inflexión”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 223-224.
- UNESCO, 2011a, *Los ámbitos del patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01857-ES.pdf>
- UNESCO, 2011b, *Preguntas y respuestas. Patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01855-ES.pdf>
- UNESCO, 2016, *Textos fundamentales de la Convención para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de 2003*, París: UNESCO, Disponible en: https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts-2016_version-SP.pdf
- Van Leeuwen, Theo, 2001, “What is authenticity?”, *Discourse studies*, 3, 4, pp. 392-397.
- Varese, Juan Antonio, 2001, *Rocha, tierra de aventuras*, Montevideo: Banda Oriental.
- Woolard, Kathryn, 2007, “La autoridad lingüística del español y las ideologías de la autenticidad y el anonimato”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 129-142.
- Woolard, Kathryn, 2016, *Singular and plural. Ideologies of linguistic authority in 21st century Catalonia*, Nueva York: Oxford University Press.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte, Robert Fournier, Stéphanie Galligani, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz.

Rédactrice en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolai, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Céline Alcade (Université de Montpellier), Carmen Alen Garabato (Université de Montpellier), Philippe Blanchet (Université de Rennes), Henri Boyer (Université de Montpellier), Alberto Bruzos (Université de Princeton), Barbara Cifuentes (ENAH, Mexico), James Costa (Université Paris 3), Juan Ennis, Juan Manuel Espinosa (Instituto Caro y Cuervo), Carlos Alberto Faraco (Brasil), Patricia Lambert (ENS Lyon), Monica Heller (Université de Toronto), Henrique Monteagudo (Université Santiago de Compostele), Benedicte Pivot (Université de Montpellier), Darío Rojas (Université Chile), Mariana Steiner (Université de Fribourg).

Laboratoire Dylis – Université de Rouen
<http://glottopol.univ-rouen.fr>

ISSN : 1769-7425

GLOTTOPOL – n°32 – juillet 2019
<http://glottopol.univ-rouen.fr>